Cahiers de l'Urmis

15 | 2014

De l'enquête en milieu marginalisé à l'étude des
processus de catégorisation et d'identification

Négociations identitaires et légitimités territoriales : les *Chilapos* dans le Bajo Atrato en Colombie

Jessica Corredor

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/urmis/1261>

ISSN: 1773-021X

Publisher

Urmis

Printed version

Date of publication: 10 July 2014

ISSN: 1287-471X

Electronic reference

Jessica Corredor, « Négociations identitaires et légitimités territoriales : les *Chilapos* dans le Bajo Atrato en Colombie », *Cahiers de l'Urmis* [Online], 15 | July 2014, Online since 10 July 2014, connection on 08 September 2020. URL : <http://journals.openedition.org/urmis/1261>

This text was automatically generated on 8 September 2020.

Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Négociations identitaires et légitimités territoriales : les *Chilapos* dans le Bajo Atrato en Colombie

Jessica Corredor

AUTHOR'S NOTE

Une version antérieure de cet article sera publiée en espagnol dans la *Revista de Estudios del Pacífico*.

Localisation du département du Chocó et de la région du Bajo Atrato

SOURCE : OCHA-NATIONS UNIES

- 1 La marge orientale du Bajo Atrato, située dans le département du Chocó au nord-ouest de la Colombie, a été la cible d'intérêts économiques, politiques et militaires sur les terres et ressources, générant ainsi, depuis plus de trente ans, l'articulation de différentes mobilisations sociales autour de la terre, notamment par la population noire et *chilapa* qui y habite. Les *Chilapos*², paysans métis provenant du département de Córdoba et de la vallée du fleuve Sinú, majoritaires dans les bassins du Curvaradó et Jiguamiandó - situés sur la marge orientale du Bajo Atrato - sont minoritaires dans le département du Chocó et, de manière plus large, dans la région dite du Pacifique colombien peuplée majoritairement par une population noire³.
- 2 A la suite de la promulgation de la loi 70 de 1993, dans le cadre de la constitution de 1991, les « communautés noires »⁴ inscrites ainsi dans la loi, se sont vu accorder des droits collectifs en tant que groupe ethnique, dont le volet le plus important est le volet foncier. Bien qu'étant un aboutissement dans le combat politique de la population locale pour la reconnaissance de leurs droits territoriaux, cette loi a été perçue, par certains observateurs (AGUDELO 2005, HOFFMANN 2004, RESTREPO 2011) dans les débuts de son application, comme une loi qui avait tendance à naturaliser une identité « noire », ce qui entraînait des crispations face aux autres populations non identifiées comme noires, et favorisait à terme des conflits territoriaux.
- 3 Cependant, à la suite du déplacement forcé de la population du Bajo Atrato (quelles que soient leurs identifications comme Noirs, Chilapos et Indiens) qui a eu lieu en 1996 et 1997 suite aux opérations militaires de la Brigade XVII de l'armée en connivence avec des groupes paramilitaires, le combat pour les droits ethno-territoriaux de la population dans le Bajo Atrato a acquis des nouvelles nuances et priorités. Le combat politique pour la défense des droits des personnes « déplacées » et pour le retour sur

leurs terres devient la priorité : Noirs et Chilapos se retrouvent désormais dans un même discours. Les discussions pour l'accès de la population chilapa aux droits collectifs sur la terre passent au second plan.

- 4 C'est dans ce contexte qu'une partie des habitants des bassins mentionnés décide, avec l'aide d'ONG colombiennes et internationales et de l'Eglise catholique, de s'organiser pour retourner sur leurs terres : les *zones humanitaires* et les *zones de biodiversité*⁵, sont le résultat de cette organisation, où sont mobilisés discours et pratiques autour des droits ethno-territoriaux, mais aussi autour de principes humanitaires et environnementaux. Nous assistons alors dans ces espaces à une manière innovante de concevoir et construire l'identité de la part des Chilapos pour légitimer leur droit d'accès à la terre.
- 5 Il est important de dire que l'objectif de cet article n'est pas de réduire les dynamiques territoriales complexes du Bajo Atrato à une question ethnique, mais de montrer que l'exemple des Chilapos, parmi d'autres que je ne mentionnerai pas ici, illustre les négociations de pouvoir des différents acteurs qui interviennent actuellement dans cette région. Il m'intéresse de montrer comment l'espace, produit socialement, traduit des négociations de pouvoir et les reconfigure. L'espace, qui non seulement est un produit social, politique et symbolique, mais aussi à la fois physique et concret, ne peut pas se superposer à lui-même. Alors, lorsqu'on réduit des catégories de sujets, comme les communautés noires, à un espace, il semble y avoir des contradictions par exemple par la contradiction entre la réalité mobile et dynamique des populations et la stabilité physique du territoire qui ne peut s'étendre ou se déplacer. Il s'agit ici de montrer comment les Chilapos « résolvent » ces contradictions à travers la construction d'un nouveau sujet légitime et politique qui inclut Chilapos et Noirs afin de légitimer leur appartenance au territoire collectif. Ils créent des nouvelles figures territoriales, les *zones (humanitaires et de biodiversité)* pour lesquelles et dans lesquelles ils négocient et construisent des légitimités fondées sur des identifications en rapport au territoire.
- 6 Je voudrais tout d'abord présenter brièvement les transformations que la loi 70 de 1993 a engendrées notamment en ce qui concerne le rapport territoire / identité dans la région. Ensuite, la partie intitulée « Les *zones humanitaires* et les *zones de biodiversité* : alternatives au milieu du conflit armé » se concentre sur la manière dont, par la situation de conflit armé dans le Bajo Atrato, la population chilapa et noire transforme la base discursive de la lutte ethno-territoriale en un discours sur la lutte pour les droits des victimes du conflit, mais aussi de la protection de l'environnement. Puis, je souhaite montrer comment les Chilapos négocient leur appartenance et permanence sur le « territoire » à travers la revendication de leur « afrocolombianité » dans la partie : « Les Chilapos : afrocolombiens ? » et enfin, l'article se conclut par l'explication du « conflit pour la restitution des terres dans le Curvaradó » qui oppose les deux options organisationnelles dans ce bassin, posant ainsi les limites des négociations identitaires des Chilapos.

Les transformations de la loi 70 de 1993

- 7 La région dite du Pacifique colombien, longtemps « oubliée » par les pouvoirs en place comme par les scientifiques, devient à partir des années 1980 l'objet de nombreux programmes de développement et de conservation de la biodiversité. Les terres de cette région, considérées comme *baldías*, c'est-à-dire propriété de la Nation et libres de

statut foncier, étaient exploitées par de nombreuses compagnies commercialisant le bois et d'autres matières premières d'une manière considérée comme étant irrationnelle par ses habitants qui n'étaient pas pris en compte. Parallèlement, les habitants de cette région commençaient à se mobiliser pour lutter contre les spoliations foncières. Ainsi, la loi 70 de 1993 n'est pas le début de la reconnaissance des droits territoriaux des populations noires du Pacifique, mais plutôt le résultat d'une longue mobilisation (CARDENAS 2012) et le cas du Bajo Atrato permet d'illustrer cette affirmation. Les luttes paysannes commencées dans la région dans les années 1980 contre l'exploitation irrationnelle des ressources se sont transformées dans les années 1990 en des luttes ethnico-territoriales qui ont abouti en la promulgation de la loi 70.

- 8 Cette loi, votée dans le cadre d'une nouvelle constitution instaurant la Colombie comme une nation pluriethnique et multiculturelle, est peut-être le plus grand exemple et le plus innovant du modèle multiculturel en Amérique latine. Elle définit les communautés noires comme bénéficiaires collectives de droits spécifiques en relation à leur identité ethnique (HOFFMANN 2004) dont le volet le plus important est le volet foncier. Elle a été perçue, dans les débuts de son application, comme une loi qui a eu tendance à naturaliser ce qu'est être « noir », en en faisant la condition pour être un possible bénéficiaire de dotation de terres collectives. Cette situation a suscité des conflits interethniques, notamment pour l'accès aux terres collectives pour les Chilapos. Ces derniers, partageant le même espace régional avec les Noirs, n'étaient pas bénéficiaires des mêmes droits. Cependant, malgré les avantages que la loi a pu comporter pour la population noire en termes de reconnaissance, des auteurs tels que Bettina Ng'weno (NG'WENO 2007) soutiennent que la titularisation collective des terres du Pacifique ont eu comme objectif principal, de la part de l'Etat, de mieux contrôler et institutionnaliser ces terres « aux marges » (DAS et POOLE 2004) de la Colombie.
- 9 Il est désormais couramment admis que la loi 70 est à l'origine du processus d'ethnisation des communautés noires, soit la formation d'un sujet politique en tant que groupe ethnique (RESTREPO 2011). L'identité noire est une question qui surgit lors de l'Assemblée constituante en 1991, qui a par la suite amené la loi 70. La réponse à la question de l'identité noire s'y trouve inscrite, associant les communautés noires à des caractéristiques telles que la vie en « communauté » mais aussi la protection de l'environnement par leur rapport « ancestral » à la terre et leurs « pratiques traditionnelles de production ». Pour l'octroi des droits inscrits dans cette loi, les communautés noires sont subordonnées à l'organisation autour d'une nouvelle autorité, le « Conseil communautaire », chargé de veiller à la gestion « collective » de la terre. La population métisse ou chilapa, qui constitue la majorité des habitants des deux bassins mentionnés, ne se reconnaissait pas et n'était pas considérée comme « noire ». Mais, après de nombreux débats et discussions dans la région, elle a été reconnue comme *possesseur de bonne foi* par les habitants noirs du Bajo Atrato qui discutaient de la titularisation collective. Cette figure de possesseur de bonne foi a permis l'inclusion des Chilapos dans les titres de propriété collective, sans pour autant les mentionner en tant que groupe à part, en se référant au fait que pour faire partie du titre collectif il fallait être natif ou résident dans ces terres depuis au moins dix ans. A ce sujet, l'ancien prêtre de la paroisse de Riosucio⁶ se rappelle, au sujet de la délivrance des premiers titres de territoires collectifs des communautés noires dans la région :

« Les premiers titres ont été émis, mais nous sommes arrivés au problème du Curvaradó, où la plupart sont chilapos. Et là on ne voulait pas d'un conseil communautaire où un Chilapo serait le représentant légal. Les Noirs ont dit non,

qu'il valait mieux faire la titularisation par bassin, car dans tous les bassins il y a des Noirs et on pouvait élire un représentant Noir. [...] Et ils ont dit [les Noirs] que les Chilapos qui étaient là avant la loi, seraient des possesseurs de bonne foi. Mais ça n'a pas été écrit. Sur la loi, rien de tout cela n'est dit. Et c'est ça la discussion qui a lieu aujourd'hui »⁷.

- 10 Les mobilisations qui se sont articulées et ont abouti en la loi 70 de 1993 ont déplacé les objets de mobilisation des années 1980 et ont mis en avant le « territoire », où le paysan comme sujet politique est ethnicisé et devient la « communauté noire ». Le concept de « territoire », intimement lié à la construction de l'identité ethnique, devient donc un pilier dans le projet d'action collective de la population du Bajo Atrato. De ce fait, la territorialité devient le critère de la nouvelle identité ethnique officielle (AGIER et HOFFMANN 1999).
- 11 Ainsi, par le processus de la loi 70, le rapport entre territoire et identité devient un des outils politiques consciemment élaborés et négociés par les acteurs locaux afin de revendiquer des droits fondamentaux, d'en exiger des nouveaux et de tenter de rendre possibles des transformations majeures, bien qu'entraînant également différents conflits, comme je le montrerai par la suite.

Les zones humanitaires et les zones de biodiversité : alternatives au milieu du conflit armé

- 12 En septembre 1996 et février 1997, la violence du conflit armé se déplace du voisin département d'Antioquia et fait irruption dans le Bajo Atrato. Deux opérations militaires justifiées par le gouvernement par leur caractère contre-insurrectionnel, et orchestrées avec les paramilitaires des ACCU⁸ ont comme conséquence le plus grand déplacement massif jamais connu dans le pays. Les chiffres varient, mais on parle de quelque 10 000 personnes déplacées. Les habitants du Bajo Atrato, et dans ce cas spécifique des bassins du Curvaradó et du Jiguamiandó, ont été gravement affectés et ont perdu le contrôle sur leurs terres.
- 13 Effectivement, le cas du Bajo Atrato constitue un exemple de la manière dont l'Etat colombien a voulu « récupérer » le contrôle de cette région des mains de la guérilla par la force et de cette manière instaurer des projets productifs. Comme l'expliquent Franco et Restrepo, ce projet « *commence avec le développement d'un plan d'appropriation-expropriation des terres de la population déplacée ou susceptible de l'être, sous l'initiative d'agents paramilitaires en connivence avec les forces de sécurité de l'Etat, qui sert de ciment pour entreprendre la formation de l'infrastructure entrepreneuriale* » (FRANCO et RESTREPO 2011, p. 280).
- 14 Les terres des paysans noirs et chilapos, notamment dans les bassins que j'ai mentionnés précédemment, ont été occupées pendant leur déplacement par des entreprises de production de palmiers à huile (ou palmes africaines) de manière illégale ou forcée⁹. Confrontés à l'horreur de la guerre et du déplacement, confinés dans les campements de Pavarandó et Turbo dans le département d'Antioquia pendant de longs mois, une partie des déplacés décident de commencer à s'organiser pour le retour - qui s'est déroulé en plusieurs étapes - grâce à l'aide d'organisations nationales et internationales. Dans leur processus de retour, l'Eglise catholique mais aussi l'ONG colombienne Comisión Intereclesial de Justicia y Paz (CIJP)¹⁰ ont joué un rôle essentiel. La première étape - après l'aide humanitaire d'urgence, bien évidemment - a été la mise

en évidence de la situation des déplacés, ce qui a suscité beaucoup d'intérêt au niveau national mais surtout international. Au bout de deux ans de négociations entre les acteurs locaux déplacés de leurs terres et les différentes organisations qui les soutenaient et les accompagnaient, ils décident de former la première *zone humanitaire* et de tenter ainsi un retour sur leur région de résidence avant le déplacement. La première de ces *zones* est créée dans le bassin du Jiguamiandó en 2004 ; elle résulte d'une conjonction du droit humanitaire international et du droit national¹¹. Ces *zones* correspondent à un espace, dont la taille peut varier entre 1 et 5 hectares, délimité par une clôture et parfaitement rendu visible par des panneaux où sont indiquées les différentes lois et conventions qui le protègent. De manière complémentaire, les acteurs locaux, à l'aide de leurs assesseurs nationaux, ont créé les *zones de biodiversité* (à partir de 2006), qui seraient une concrétisation du droit de l'environnement¹², pour la « défense du territoire » et qui correspondent à la parcelle d'un individu ou d'une famille avant le déplacement. Actuellement il existe 8 *zones humanitaires* et environ 60 *zones de biodiversité* réparties dans les bassins de Curvaradó et Jiguamiandó dans le Bajo Atrato, regroupant une population d'environ 2000 personnes.

- 15 Au moment de négocier le retour avec les différentes institutions gouvernementales concernées, le combat politique devient la priorité et adopte des voies innovantes, qui se manifestent au sein des figures spatiales mentionnées. Il en résulte une articulation des discours pour les droits ethno-territoriaux (acquis antérieurement au déplacement) avec les discours d'un nouveau combat pour la protection de la vie, la réparation des victimes du conflit et pour la restitution des terres desquelles la population a été déplacée (CARDENAS 2011). Dans la lutte pour la restitution de leurs terres et le respect de leurs droits, les habitants des *zones humanitaires* des bassins de Curvaradó et Jiguamiandó qui, je le rappelle, sont majoritairement chilapos, ont repris un discours comme celui mobilisé au moment de la loi 70, dans lequel le « territoire » (et le droit au territoire) est construit en relation à l'identité. Ils le conçoivent toutefois différemment et s'en servent pour élaborer de nouveaux paradigmes. Tout d'abord, le « territoire » est maintenant revendiqué comme pilier dans la défense des victimes du conflit armé et comme protecteur de la vie. Et ensuite, par la création des *zones de biodiversité*, les Chilapos reconnaissent et exploitent la caractéristique inscrite dans la loi 70 de 1993¹³, associant la population afrocolombienne à la protection de l'environnement. La population concernée acquiert ainsi une nouvelle identification au « territoire » : elle en est la protectrice et responsable de sa récupération, tout comme les Afrocolombiens. Les éléments identitaires inscrits dans la loi 70 par rapport aux Afrocolombiens sont donc exploités et renforcés dans ces *zones* par les Chilapos pour légitimer leur combat pour la restitution de leurs terres et le respect de leurs droits.
- 16 Ainsi, en cette première phase de retour (début des années 2000), à travers les figures des *zones humanitaires et de biodiversité*, malgré les débats autour de la titularisation collective - qui a eu lieu en novembre 2000 pour les bassins du Curvaradó et Jiguamiandó - et ensuite autour des différentes options d'organisation¹⁴, il y a convergence et accords locaux au sein de la population des deux bassins concernant les mesures à adopter. Mais, lorsque le retour de la population déplacée des bassins du Curvaradó et Jiguamiandó commence à se « généraliser »¹⁵, les pressions sur l'espace s'accroissent et les visions politiques des territorialités se transforment et se diversifient. Les consensus et la convergence initialement acquis localement laissent la place à des discussions et bientôt des dissensions. L'ambivalence n'est pas admise ni

possible en temps de conflit, et je montrerai que dans une deuxième phase, les Chilapos sont obligés de se définir.

Les Chilapos, afrocolombiens ?

- 17 C'est donc dans ces figures conçues pour le retour que les Chilapos négocient et construisent leurs identités, afin d'exercer leur légitimité territoriale. Ce concept est expliqué par Odile Hoffmann et se réfère aux situations dans lesquelles « l'accès à certains droits (en tant que citoyen, habitant, etc.) dépend de son insertion dans l'espace. Et inversement, lorsque le droit à l'espace dépend d'autres droits (de citoyens, de résidents), etc. C'est-à-dire la légitimité territoriale provient du croisement entre droits à l'espace et droits construits sur d'autres affiliations. Cette légitimité ne se stabilise jamais. Il y a toujours de nouvelles sources possibles de légitimité : l'ancienneté, l'identité, les usages [...] » (HOFFMANN 2013, p. 9). L'auteure conclue sa définition du concept introduit précédemment en indiquant que cette légitimité, pour être opérationnelle, doit être à la fois légitimée - même si cela peut paraître redondant - par des « techniques spatiales ». Celles-ci viendraient justifier, dans le cas des zones, l'accès à ces espaces de manière concrète. C'est-à-dire, par la clôture de la parcelle qui délimite l'espace et par l'installation d'une grande porte à l'entrée, qui limite l'accès, ce qui d'ailleurs n'était pas habituel avant le déplacement. Le témoignage suivant illustre cette idée :

« Je suis arrivée de Bajirá parce que j'y étais déplacée, mais quand je suis arrivée ici, ce n'était pas une zone humanitaire. Après que je suis rentrée j'ai commencé à faire croire à la police et à tout le monde que c'était une zone humanitaire, parce que nous avons mis les barrières. Avant je n'avais pas entendu parler des zones humanitaires, mais après que je suis rentrée ici c'est que j'en ai entendu parler, de celles au Tesoro et à Pueblo Nuevo. Et c'est là que j'ai demandé à la Comisión [CIJP] comment on faisait pour mettre la parcelle en zone humanitaire. Et ils m'ont demandé 'pourquoi ?' et je leur ai dit, pour qu'on respecte notre vie et que nous ayons le droit d'être sur le territoire. Parce que si nous sommes éparpillés on peut nous virer. Et c'est là qu'ils [CIJP] ont commencé les démarches et qu'ici c'est devenu une zone humanitaire »¹⁶.

Liria, zone humanitaire de Caracolí.

- 18 De cette manière, une fois que les espaces « pour la protection de la vie et la terre » ont été établis, il y a une deuxième phase qui est celle de la définition, pour faire face aux pressions exercées par les différents acteurs, que j'ai précédemment mentionnés, ayant des intérêts sur les terres. Un des éléments principaux autour desquels les Chilapos articulent leur légitimité territoriale est la revendication de leur assimilation à la situation des communautés noires, c'est-à-dire leur afrocolombianité. Celle-ci irait au-delà de la pigmentation de la peau et se fonde, pour les habitants des *zones humanitaires et de biodiversité*, sur des éléments tels que la présence et le temps passé dans le Bajo Atrato et le département du Chocó, faisant ainsi référence à « l'établissement historique et ancestral » mentionné dans la loi :

« Moi je suis afrocolombien parce que je suis arrivé ici en 1976 ».

Manuel, zone humanitaire des Camelias.

« Je dis que je suis afro parce que nous sommes dans cette lutte. Depuis que je suis dans le processus [des zones humanitaires] je dis que je suis afro sinon je ne le dirais pas. Je suis afro, non pas de couleur, mais parce que nous sommes ici, dans le Chocó. En plus la couleur de la peau ne compte pas. Ce qui compte ici c'est la conscience de la personne. Je ne suis pas Chilapa comme ils disent, parce que je ne

suis pas du Chili. Je suis Córdoba [du département de Córdoba] mais ici, je compte comme afro, parce que nous sommes au Chocó ». Doris, zone humanitaire de Camelias.

- 19 La légitimité territoriale s'opère également à travers un autre élément qui dérive de l'ancestralité, ou le temps vécu dans le département du Chocó. Il s'agit du partage des modes de vie des communautés noires, représentés, entre autres, par la gestion et le travail de la terre. Cela se traduirait par une assimilation des « pratiques traditionnelles de production » des Noirs, un élément constitutif de l'identité noire inscrit dans la loi 70 de 1993 (RUIZ SERNA 2006) :

« Je suis né dans le Chocó. Je suis de race chilapa mais mes coutumes sont de Noir. Dans la manière de travailler notamment ».

Ramiro, jeune de la zone humanitaire de Camelias.

« Je suis afro parce que je partage les traditions, la culture de gestion du territoire que les Afros nous ont appris. La protection de la terre »¹⁷.

Jesús, zone humanitaire de Caño Manso.

- 20 Ainsi, par le processus organisationnel des zones humanitaires, le discours de l'ancrage territorial est renforcé tout comme le discours de la protection de l'environnement est exploité par la création des zones de biodiversité, dans lesquelles les pratiques traditionnelles seraient perpétuées. Aussi, les légitimités territoriales des Chilapos sont basées sur des éléments allant au-delà des critères essentialistes de la loi 70 et des hiérarchies de couleur qui ont voulu être imposées au moment de la promulgation de la dite loi, tout en les exploitant. Cela pourrait entraîner des débats autour de l'éventuelle instrumentalisation que feraient les Chilapos des différents discours et pratiques, mais il ne m'intéresse pas ici de juger de ce qui est bien ou mal. Ce qui m'intéresse est de montrer comment ils légitiment leurs revendications et comment celles-ci structurent un discours identitaire au potentiel négociateur très important, notamment dans une région comme le Bajo Atrato, où les enjeux territoriaux sont multiples (plantation, extraction de bois, mines, lieu de passage pour le trafic d'armes, de drogues etc.).

Les conflits pour la restitution des terres dans le Curvaradó

- 21 Dans cette région, l'ethnisation qui découle de la loi 70 de 1993 a provoqué une série de tensions et de dynamiques organisationnelles. Sans pour autant affirmer qu'il n'existait pas de tensions entre les Noirs et les Chilapos avant la loi, le déplacement d'une mobilisation paysanne vers une mobilisation ethno-territoriale et, quelques années plus tard, l'irruption du conflit armé, constituent des points de rupture dans la vision politique de la population du Bajo Atrato (RESTREPO 2011).
- 22 On peut tout de même dire qu'il y a eu un moment d'accord avant la polarisation actuelle de la population locale. Cette polarisation, générée par le conflit armé, la multiplicité d'acteurs aux frontières floues présents dans le Bajo Atrato et les enjeux liés aux terres du Curvaradó et Jiguamiandó, retarde depuis plus de 6 ans la restitution de ces terres. Le cas des deux bassins, par la mobilisation dans les zones humanitaires notamment, est devenu emblématique de la politique de restitution de terres au niveau national mais crée des conflits au niveau local.
- 23 Tout d'abord, se pose la question de la légitimité de l'autorité qu'exercent les représentants des zones humanitaires et leurs assesseurs nationaux au sein des

territoires collectifs des deux bassins mentionnés. Comme je l'ai évoqué auparavant, le Conseil communautaire est la seule autorité administratrice des territoires collectifs et sa création est une condition même pour l'octroi du titre collectif de propriété. Or, les zones humanitaires ont leur propre modèle de gestion, rentrant de cette manière en conflit avec un secteur de la population, partageant le même territoire collectif mais qui ne font pas partie du processus organisationnel des zones humanitaires revendiquant que la loi 70, et par conséquent les Conseils communautaires, priment sur tout autre mode d'organisation.

- 24 Effectivement, à l'heure actuelle deux modes d'organisation politique dans le Bajo Atrato coexistent : d'un côté les zones humanitaires et zones de biodiversité, réunies au sein d'une association depuis 2010 et de l'autre, l'Association de conseils communautaires et organisations du Bajo Atrato (ASCOBA), qui existe depuis 2003, qui s'organise sur la base des territoires collectifs et se définit comme une organisation ethnico-territoriale.
- 25 Ces deux types d'organisation, au départ coexistent puis entrent en compétition pour la reconnaissance de leurs processus organisationnels respectifs par l'Etat et par les différentes organisations internationales et agences de coopération ayant des projets dans le Bajo Atrato. Or, les zones humanitaires et de biodiversité dans ces deux bassins sont habitées majoritairement par la population chilapa et sont donc associées dans l'imaginaire collectif local à celle-ci, tandis que ASCOBA, qui regroupe plus de 50 Conseils communautaires dans l'ensemble du Bajo Atrato est associée aux Noirs. Les tensions d'ordre politique s'expriment alors sur le registre des différences ethniques. C'est le début du « conflit ethnique ».
- 26 Bien que reconnaissant les Chilapos comme possesseurs de bonne foi, ASCOBA refuse leur participation dans la représentation des Conseils communautaires et conteste la légitimité des zones humanitaires en se fondant sur une lecture stricte de la loi 70. Se met en place une certaine « subordination ethnique qui veut être imposée par le leadership noir » (VILLA 2013, p. 47). Ainsi en témoigne un habitant d'une zone :

« Je ne suis pas afro, ni fondateur du territoire, ni descendant de fondateur. Mais je souhaite qu'un mestizo soit élu représentant légal du Conseil [communautaire] et j'espère que ce jour arrivera. Quand on ne nous appellera plus mestizos, mais que nous soyons reconnus comme étant afros et non pas pour notre couleur de peau ou par nos cheveux... Seulement alors un mestizo pourra être représentant légal »¹⁸.

Giovanni zone humanitaire de Caracolí.
- 27 L'idée que je viens de développer montre que bien que les Chilapos aient, dans le cadre de la restitution des terres du Bajo Atrato, « accès à la terre », cela ne se traduit pas et n'équivaut pas à leur « légitimité politique » ni à leur constitution en un « sujet politique ». La convergence et les accords qui semblaient s'être développés lors des mobilisations pour le retour des déplacés noirs et chilapos du Bajo Atrato sur leurs terres montre des limites et les repousser oblige à redéfinir les termes de la négociation, notamment les identifications ethniques.
- 28 Concernant les conflits sur la légitimité de l'autorité entre les deux options organisationnelles dans le Bajo Atrato, un membre d'ASCOBA tente d'expliquer les sources du conflit :

« Une division politique s'est formée sur le territoire et même dans le bassin [du Curvaradó]. Ces 14 communautés suivent ASCOBA et les 9 d'ici se sentent comme des communautés de paix¹⁹ [de zones humanitaires]. Alors ils se sentent comme ça, mais ce sont les mêmes personnes qui ont vécu dans les communautés et ce sont les

mêmes appartenant aux conseils locaux, qui pour le moment ne s'appellent pas eux-mêmes conseils communautaires mais des communautés de paix [de zones humanitaires] parce qu'ils viennent d'un processus de déplacement, mais arrivent sur un territoire qui est titularisé collectivement et celui qui a la force et la base sur ce territoire s'appelle le Conseil communautaire. La force que nous avons aujourd'hui provient du Conseil communautaire parce que nous sommes constitués par la loi. Et la communauté de paix [la zone humanitaire] est une stratégie qui a été utilisée à un moment donné pour atteindre le territoire et défendre la vie et avoir une opposition pour pouvoir y rester. Mais ce n'est pas une figure qui va durer dans le temps »²⁰.

29 Et de son côté, un membre de la Comision Intereclesial de Justicia y Paz explique :

« Ils disent [les habitants des zones humanitaires] : nous sommes membres des conseils communautaires, mais en raison de la situation de conflit que nous vivons, nous avons un besoin de constituer des zones humanitaires. Les zones humanitaires sont temporaires, mais elles existent tant qu'il y a le conflit. C'est très clair pour eux. Mais ce n'est pas le moment »²¹.

30 La légitimité des conseils communautaires et du paradigme ethnico-territorial est donc acceptée par les habitants dans les zones humanitaires. Mais leur argument est clair en termes pratiques : les zones sont nécessaires pour défendre et protéger la vie de ses habitants puisque les conditions du conflit armé n'évolueront pas à court ou moyen terme. Cependant, cela ne suffit pas pour mettre fin aux conflits entre les deux options organisationnelles, raison pour laquelle la Cour constitutionnelle est intervenue à plusieurs reprises en émettant des décisions de justice, dont la dernière date de décembre 2012²² et définit ceux ayant accès aux droits au territoire collectif comme étant des personnes qui : « Sans avoir forcément des traits phénotypiques de la race noire, étant donné le haut niveau de métissage qui caractérise les communautés noires, remplissent les conditions qui ont donné lieu à la protection des droits collectifs de ces communautés »²³.

31 Il est tout de même évident que ce n'est pas une décision de la Cour constitutionnelle qui règlera le conflit dans cette région puisque nous nous trouvons actuellement non pas face à un problème ethnique, mais bien à une négociation de pouvoir autour de l'espace du Bajo Atrato. Lors d'un entretien un habitant de la zone humanitaire de Camelias l'a évoqué :

« Moi je suis chilapo [...] quand les Morenos [Noirs] ont eu la terre, ils nous l'ont vendue, aux Mestizos. Mais les Noirs ont vendu et maintenant la terre a gagné de la valeur. Alors on ne va pas me dire que le problème est la race. Le problème c'est la terre »²⁴.

32

Conclusion

33 Depuis plus de quinze ans, le Bajo Atrato est le théâtre d'affrontements entre les différents acteurs économiques, militaires ou politiques, pour le contrôle du territoire. Bien que je n'ai pas développé dans cet article les caractéristiques et les intérêts de ces acteurs, il est clair qu'ils sont multiples, avec des frontières poreuses, ce qui rend la situation d'autant plus complexe en raison des stratégies que chacun des acteurs déploie pour négocier les relations de pouvoir qui interviennent dans cet espace régional. Désireux d'imposer un modèle économique basé sur la concentration des

terres et de poursuivre le développement du projet agro-industriel commencé, ces acteurs mettent en œuvre la politique du « diviser pour mieux régner ».

- 34 A partir de 2003, deux processus organisationnels se développent dans cet espace régional. Ils s'appuient sur leurs légitimités territoriales et donc mobilisent des spatialités. Celles-ci, en se superposant, engendrent conflits et contradictions. Cependant, il est important de mentionner que les *zones humanitaires* et de *biodiversité* et ASCOBA ne véhiculent pas deux visions du « territoire » fondamentalement différentes, car le territoire représente actuellement l'endroit où les participants aux deux projets organisationnels vivent et développent leurs projets de vie. Ces deux options sont des propositions qui, bien que déployant différentes stratégies, ont permis à une partie des habitants du Bajo Atrato de retourner sur leurs terres et d'entamer un processus de « re-territorialisation ». Toutefois, les acteurs qui ont porté leurs regards sur ces terres profitent des différences dans les visions politiques des deux options et à travers la cooptation de certains leaders et membres des différentes communautés retardent la restitution des terres et mettent en avant la question des « vrais » propriétaires. Les Chilapos, qui ne correspondent pas aux caractéristiques phénotypiques qui sont associées aux communautés noires, se sentent particulièrement « menacés » face à cette situation.
- 35 Mais, nous avons vu qu'une loi instituant des droits pour une catégorie de population très restreinte et ethnicisée, perçue comme une loi « essentialiste » dans ses débuts, est reprise par la suite par les Chilapos pour revendiquer leur identification et appartenance au territoire et ainsi négocier leur rapport à l'espace. Ils reprennent un lexique existant et le transforment, pour se le réapproprier, ce qui passe par différentes articulations de discours et pratiques, qui évoluent, se rétro-alimentent et parfois même se contredisent.

BIBLIOGRAPHY

AGIER Michel et HOFFMANN Odile (1999), « Les terres des communautés noires dans le Pacifique colombien. Interprétations de la loi et stratégies d'acteurs », *Problèmes d'Amérique Latine*. n° 32, janvier-mars 1999, pp17-42.

AGUDELO Carlos (2005), *Multiculturalismo en Colombia. Política, inclusión y exclusión de poblaciones negras*, Medellín, La Carreta.

ASHER Kiran (2009), *Black and Green : Afrocolombians, Development and Nature in the Pacific Lowlands*, Durham, NC, Duke University Press.

CARDENAS Roosbelinda (2011), « El mito del multiculturalismo interrumpido ». In, *Afro-Latino Social Movements Conference*, Miami, Actes non publiés.

CARDENAS Roosbelinda (2012), « Green Multiculturalism : Articulations of Ethnic and Environmental Politics in a Colombian 'Black Community' », *Journal of Peasant Studies*, 39 :2, pp. 309-333.

DAS Veena et POOLE Deborah (2004), *Anthropology in the Margins of the State*, Santa Fe, School of American Research Press.

FRANCO Vilma et RESTREPO Juan diego (2011), "Empresarios palmeros, poderes de facto y despojo de tierras en el Bajo atrato" in ROMERO VIDAL (ed.), *La economía de los paramilitares. Redes de corrupción, negocios y política*, Bogotá, Corporación Nuevo Arco Iris.

HOFFMANN Odile (2004), *Communautés noires dans le Pacifique Colombien, innovations et dynamiques ethniques*, Paris, IRD-Karthala.

NG'WENO Bettina (2007), *Turf Wars. Territory and citizenship in the contemporary State*, Stanford University Press, Stanford, Californie.

RESTREPO Eduardo (2011), "Etnización y multiculturalismo en el bajo Atrato", *Revista colombiana de antropología*, 47 (2), pp. 37-68.

RUIZ SERNA Daniel (2006), "Nuevas formas de ser negro. Consideraciones sobre las identidades entre la gente chilapa y negra del Bajo Atrato". In, BOLIVAR Ingrid J. (Ed.), *Identidades culturales y formación del Estado en Colombia. Colonización, naturaleza y cultura*, Bogotá, Ediciones Uniandes.

VILLA William (2013), "Colonización y conflicto territorial en el bajo Atrato : el poblamiento de las cuencas de la margen oriental", *Revista de Estudios del Pacífico Colombiano*, 1, pp. 9-56.

NOTES

2. J'utilise l'italique pour indiquer la manière dont les habitants du département du Córdoba et de la vallée du fleuve Sinú sont appelés par les autres groupes de population dans le département Chocó. Celle-ci n'est pas une catégorisation raciale, mais plutôt géographique. Tout au long de cet article j'utiliserai les termes *Chilapos* ou *mestizos* (car c'est aussi de cette manière qu'ils sont appelés) pour faire référence à ce groupe de population. A partir de maintenant, je n'utiliserai plus l'italique.

3. Cette région, sur le littoral du Pacifique est reconnue comme « le plus grand espace contigu de présence de population noire en Colombie » (ASHER 2009).

4. Ainsi, lorsque je fais référence aux « communautés noires », je le fais uniquement dans le sens inscrit sur la loi 70 de 1993. Désormais, je n'utiliserai plus les guillemets.

5. Que j'appellerai dorénavant les *zones* afin d'alléger le texte, puisque j'y fais mention de manière récurrente tout au long de l'article.

6. Riosucio est un municipio - mais aussi le nom de la capitale du municipio en question - qui constitue, avec Carmen del Darien et Belén de Bajirá la sous-région du Bajo Atrato.

7. Entretien réalisé à Medellín en février 2012.

8. Autodefensas Campesinas de Córdoba y Urabá, groupe paramilitaire dirigé par Carlos Castaño, qui opérait dans la zone d'Urabá en Antioquia et dans le département du Córdoba et qui a fait son entrée dans le Bajo Atrato en 1995. Par la suite, en avril 1997 ce groupe devient une fédération des groupes paramilitaires dans le pays, sous le nom d'Autodefensas Unidas de Colombia, pour enfin se démobiliser à partir de 2003 et jusqu'en 2006 sous le gouvernement de Alvaro Uribe (2002-2006 et 2006-2010). Cette démobilisation a fait l'objet d'interrogations de la part de différents secteurs de la société nationale, mais aussi de la communauté internationale. A ce sujet voir, GRAJALES, Jacobo (2011) "El proceso de desmovilización de los paramilitares en Colombia : entre lo político y lo judicial". *Desafíos*, 23.2, pp. 149-194.

9. Nombreux sont les paysans qui ont dû vendre leurs terres, à des prix bien inférieurs à ceux pratiqués dans le marché foncier avec la menace suivante : Soit vous me vendez votre terre, soit je l'achète à la veuve ».

10. Dans cet article je fais référence uniquement à l'accompagnement réalisé par la Comisión Intereclesial de Justicia y Paz (CIJP) dans le Bajo Atrato, mais il ne faut pas oublier l'important travail de l'ONG CINEP qui a donné comme résultat la formation d'un autre processus d'organisation, les « communautés de paix ».

11. Cette reconstitution du droit international commence par le « principe de distinction » de toute population civile vivant au sein d'un conflit armé, dicté par le droit international humanitaire inscrit dans l'annexe 2 de la Convention de Genève. Pour ce qu'est du droit national, dans les articles 22 et 28 de la Constitution colombienne sont inscrits respectivement le droit à vivre en paix et l'inviolabilité de la propriété privée, mais l'article 217 dicte aussi que tout citoyen colombien peut construire des mécanismes pour exercer sa citoyenneté. Enfin, l'article 218 établit que les personnes peuvent créer des territoires de refuge.

12. Convention 169 de l'OIT, Convention de 1992 sur la diversité biologique de l'ONU, article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

13. L'article 3 établit que la loi 70 se fonde sur plusieurs principes dont « la protection de l'environnement tenant compte des relations établies par les communautés noires avec la nature ».

14. Effectivement, avant la création des zones humanitaires et de biodiversité, le processus de retour de la population du Bajo Atrato a pris différentes formes parmi lesquelles se trouvent, par exemple les communautés de paix dont une seule existe encore aujourd'hui : la communauté de paix de San José de Apartadó dans le département d'Antioquia.

15. Le retour dans les bassins du Curvaradó et Jiguamiandó a commencé en 2001 avec des petits groupes, s'est intensifié à partir de 2004-2005 et continue encore aujourd'hui.

16. Entretien réalisé dans la zone humanitaire de Caracolí en novembre 2011.

17. Les quatre entretiens que je viens de citer ont été réalisés entre mars et avril 2013 dans la zone humanitaire de Camelias.

18. Entretien réalisé dans la zone humanitaire de Caracolí. Décembre 2011.

19. Les communautés de paix, comme je l'ai évoqué lors d'une note au début de cet article sont des figures organisationnelles créées dans le Bajo Atrato à la suite du déplacement forcé. Elles étaient accompagnées par l'ONG colombienne CINEP et ont duré 4 ans. Certains membres de ces communautés de paix ont par la suite rejoint ASCOBA et d'autres, les zones humanitaires. Le lapsus que fait cette personne à plusieurs reprises durant l'entretien n'est pas anodin et renforce le manque de légitimité qu'il accorde aux zones humanitaires, en les assimilant à un processus organisationnel qui n'existe plus désormais.

20. Entretien réalisé à Riosucio. Avril 2013.

21. Entretien réalisé à Bogotá. Mai 2013.

22. Décision 299 du 18 décembre 2012.

23. Auto 299/12 de la cour constitutionnelle, 18 décembre 2012.

24. Entretien réalisé dans la zone humanitaire de Camelias en mars 2013.

1. Le métis, dans son acception en Colombie, ne correspond pas exclusivement à une personne issue d'une personne noire et une personne blanche, mais relève d'une véritable complexité historique, que je ne développerai pas ici. A ce sujet voir WADE, Peter (1993), *Blackness and Race Mixture: The dynamics of racial identity in Colombia*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

ABSTRACTS

Dans cet article je souhaite aborder le thème des revendications identitaires et légitimités territoriales des *Chilapos*, paysans métis¹ provenant du département de Córdoba, au nord de la Colombie, et arrivés dans le Bajo Atrato à partir des années 1970. Ils mobilisent aujourd'hui différentes identités afin de revendiquer leurs *légitimités territoriales*. Ainsi, il sera question d'analyser comment la population *chilapa* négocie et construit son appartenance à l'afrocolombianité par un discours selon lequel « être noir n'est pas seulement une question de couleur de peau ». La fluidité dans la construction de discours et pratiques autour des identités s'accompagne de nouvelles territorialités et vice-versa. Où se trouvent les limites de cette fluidité ?

INDEX

Mots-clés: Chilapos, identifications, légitimités territoriales, zones humanitaires, Bajo Atrato.

AUTHOR

JESSICA CORREDOR

Doctorante en socio-anthropologie

Unité de recherches Migrations et société, URMIS, Université Paris Diderot

jessicacorredor@gmail.com